

Le 09 février 2010

Commission des affaires sociales

Proposition de loi relative à l'amélioration de l'indemnisation des victimes de dommages corporels à la suite d'un accident de la circulation n°2055

Amendements reçus par la commission

Liasse 1/ 1 rect

PROPOSITION DE LOI VISANT A AMELIORER
L'INDEMNISATION DES VICTIMES DE DOMMAGES CORPORELS
A LA SUITE D'UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION (N° 2055)

Amendement présenté par Mme Geneviève Levy, rapporteure pour avis

Article 1^{er}

Rédiger ainsi cet article :

I.- L'article L. 211-23 du ~~même~~ ^{des assurances} code est ainsi rédigé :

« Art. L. 211-23.- I.- Une base de données en matière d'indemnisation du préjudice corporel des victimes d'un accident de la circulation, placée sous le contrôle de l'État, recense toutes les transactions conclues dans le cadre d'une procédure amiable entre les assureurs et les victimes ainsi que les décisions définitives des cours d'appel ayant trait à l'indemnisation de ces dommages. Cette base fait apparaître le montant des indemnités attribuées pour chaque poste de préjudice mentionné dans la nomenclature prévue à l'article 31 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985.

« Les entreprises d'assurance agréées pour pratiquer des opérations d'assurance contre les accidents résultant de l'emploi de véhicules automobiles mentionnées au quatrième alinéa de l'article L. 211-1 du présent code, les fonds et offices de garantie ou d'indemnisation, constituent entre eux un organisme chargé du traitement de ces données.

« Elles transmettent à cet organisme les données relatives aux transactions conclues par elles dans les conditions prévues par un décret en Conseil d'État, précédé de l'autorisation prévue au II de l'article 26 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

« En cas de manquement par une entreprise d'assurance à ses obligations mentionnées au troisième alinéa du présent article, l'autorité administrative peut saisir, après une mise en demeure restée sans effet, l'Autorité de contrôle prudentiel mentionnée à l'article L. 612-1 du code monétaire et financier. Celle-ci prononce, le cas échéant, l'une des sanctions prévues à l'article L. 612-39 de ce même code.

« Les cours d'appel transmettent à l'organisme mentionné au deuxième alinéa du présent article le montant des indemnités qu'elles ont accordées pour chaque poste de préjudice mentionné dans la nomenclature prévue à l'article 31 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985.

« Sous le contrôle de l'État, une publication périodique rend compte des indemnités fixées par les jugements et les transactions. »

II.- Le présent article entre en vigueur à une date fixée par décret et au plus tard le 1^{er} juillet 2012.

« L'article L. 211-23 du code des assurances dans sa rédaction antérieure à la présente loi reste applicable jusqu'à cette date. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour double objet de :

– supprimer les dispositions de l'article 1^{er} qui instituent un référentiel indicatif d'indemnisation des dommages corporels : les auditions menées par la rapporteur pour avis et le rapporteur au fond montrent en effet qu'une concertation plus approfondie est nécessaire pour que les acteurs de l'indemnisation adhèrent à cette idée ;

– apporter à cet article diverses précisions et améliorations rédactionnelles suggérées par le Conseil d'État.

AS	2	
----	---	--

**PROPOSITION DE LOI VISANT A AMELIORER
L'INDEMNISATION DES VICTIMES DE DOMMAGES CORPORELS
A LA SUITE D'UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION (N° 2055)**

Amendement présenté par Mme Geneviève Levy, rapporteure pour avis

Article 2

Rédiger ainsi cet article :

I.- Après l'article 265 du code de procédure civile, il est inséré un article 265-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 265-1* – En vue de concourir à la présentation poste par poste des éléments de préjudice corporel, prévue par l'article 31 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985, des définitions-types adaptables de missions d'expertise médicale, pouvant être retenues par les juridictions saisies de demandes de réparation de préjudices corporels, sont établies par voie réglementaire. »

II.- 1°.- Le chapitre I^{er} du titre IV du livre I^{er} du code de la santé publique est complété par une section 3 ainsi rédigée :

« *Section 3*

« *Barème médical unique*

« *Art. L. 1141-5.* – Un barème médical unique d'évaluation des atteintes à l'intégrité physique et psychique est fixé par décret. »

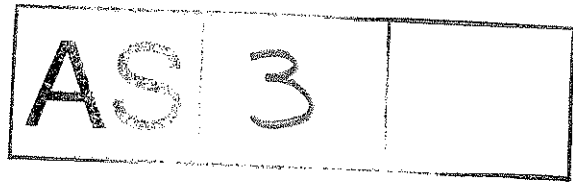
2°.- Au dernier alinéa de l'article L. 1142-1 du même code, les mots : « d'un barème spécifique fixé par décret » sont remplacés par les mots : « du barème prévu par l'article L. 1141-5 du présent code ».

3°.- Le décret prévu à l'article L. 1141-5 du code de la santé publique est publié au plus tard deux ans après la promulgation de la présente loi.

4°.- Une commission *ad hoc* est chargée de l'élaboration du barème prévu à l'article L. 1141-5 du code de la santé publique.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement rédactionnel.



**PROPOSITION DE LOI VISANT A AMELIORER
L'INDEMNISATION DES VICTIMES DE DOMMAGES CORPORELS
A LA SUITE D'UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION (N° 2055)**

Amendement présenté par Mme Geneviève Levy, rapporteure pour avis

Article 3

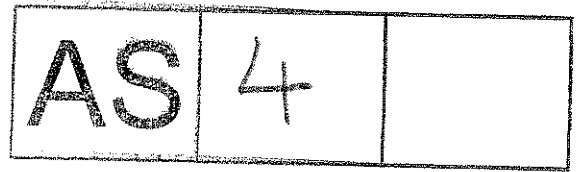
Rédiger ainsi cet article :

Au début de l'article 31 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Dans le cadre des procédures amiables ou contentieuses, les dommages corporels pour lesquels la victime peut prétendre à indemnisation sont déterminés suivant une nomenclature non limitative de postes de préjudice, patrimoniaux et extrapatrimoniaux, fixée par décret en Conseil d'État. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de précision rédactionnelle, qui tend notamment à ce que la nomenclature distingue les chefs de préjudices extrapatrimoniaux (dits aussi : personnels) des chefs de préjudice patrimoniaux.



**PROPOSITION DE LOI VISANT A AMELIORER
L'INDEMNISATION DES VICTIMES DE DOMMAGES CORPORELS
A LA SUITE D'UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION (N° 2055)**

Amendement présenté par Mme Geneviève Levy, rapporteure pour avis

Article 4

Rédiger ainsi cet article :

La loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 précitée est ainsi modifiée :

1° L'intitulé de la section 5 du chapitre III est ainsi rédigé : « Du calcul des préjudices futurs et de la conversion en capital des rentes indemnitaires » ;

2° L'article 44 est ainsi modifié :

a) Au début, est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les préjudices futurs de victimes d'accident, quel que soit leur mode de liquidation, ainsi que les prestations futures à la charge des organismes mentionnées à l'article 29 sont calculés, conventionnellement comme judiciairement, suivant une table de conversion fixée par décret, basée sur un taux d'intérêt officiel et actualisée tous les trois ans suivant les dernières évaluations statistiques de l'espérance de vie publiées par l'Institut national des statistiques et des études économiques. » ;

b) Au premier alinéa du même article, les mots : « une table de conversion fixée par décret » sont remplacés par les mots : « cette même table de conversion ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Outre des modifications rédactionnelles, cet amendement tend à étendre le champ d'application des nouvelles règles de capitalisation des rentes à l'ensemble des rentes viagères.

AS	5	
----	---	--

**PROPOSITION DE LOI VISANT A AMELIORER
L'INDEMNISATION DES VICTIMES DE DOMMAGES CORPORELS
A LA SUITE D'UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION (N° 2055)**

Amendement présenté par Mme Geneviève Levy, rapporteure pour avis

Article 5

Rédiger ainsi cet article :

des assurances

I.- L'article L. 211-10 du ~~même~~ ^V code est ainsi rédigé :

« À l'occasion de sa première correspondance avec la victime, l'assureur est tenu, à peine de nullité relative de la transaction qui pourrait intervenir, de lui adresser :

« — une notice d'information sur ses droits, établie selon un modèle-type défini par décret, qui rappelle notamment que la victime peut à son libre choix se faire assister d'un avocat et, en cas d'examen médical, d'un médecin ;

« — un rappel des dispositions du troisième alinéa de l'article L.211-9 et de celles de l'article L.211-12 ;

« — une liste des médecins ayant des compétences en réparation du dommage corporel établie par le conseil départemental de l'ordre des médecins du lieu de résidence de la victime ;

« — une liste des médecins auquel l'assureur en charge du règlement du litige fait habituellement appel dans le département.

« Sous les mêmes sanctions, l'assureur transmet à la victime une copie du procès-verbal d'enquête de police ou de gendarmerie dès qu'il en obtient la communication. »

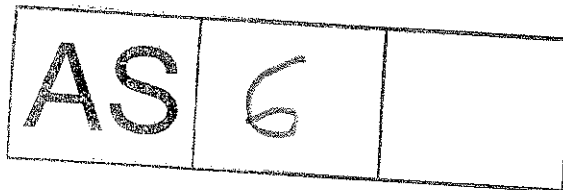
II.- Les procédures d'indemnisation amiable régies par l'article L. 211-9 du code des assurances en vue desquelles une première demande a été présentée avant l'entrée en vigueur de l'article ... de la loi n° ... du ... restent soumises aux dispositions antérieurement applicables. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement complète les obligations d'information de la victime à la charge de l'assureur :

– une notice d'information conforme à une notice-type établie par décret sera remise à la victime ;

– pour aider celle-ci dans le choix d'un médecin conseil qui ne soit pas en situation de conflit d'intérêt, l'assureur lui remettra la liste des médecins qui ont des liens avec lui et lui rappellera que la liste des médecins ayant des compétences en réparation du dommage corporel est disponible auprès du conseil départemental de l'ordre.



**PROPOSITION DE LOI VISANT A AMELIORER
L'INDEMNISATION DES VICTIMES DE DOMMAGES CORPORELS
A LA SUITE D'UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION (N° 2055)**

Amendement présenté par Mme Geneviève Levy, rapporteure pour avis

Article 6

Rédiger ainsi cet article :

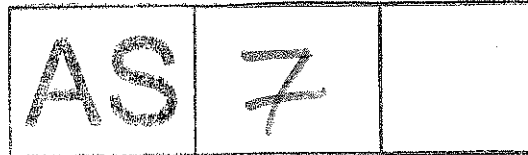
Après l'article L. 211-10 du code des assurances, il est inséré un article L. 211-10-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 211-10-1* – En cas d'examen contradictoire, la victime est assistée d'un médecin-conseil de son choix, ayant des compétences en matière de réparation du dommage corporel et à qui l'assureur en charge du règlement du litige ne fait pas habituellement appel, sauf si elle manifeste par écrit son souhait contraire.

« Un décret fixe les modalités d'application du présent article. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amélioration légistique suggérée par le Conseil d'État.



**PROPOSITION DE LOI VISANT A AMELIORER
L'INDEMNISATION DES VICTIMES DE DOMMAGES CORPORELS
A LA SUITE D'UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION (N° 2055)**

Amendement présenté par Mme Geneviève Levy, rapporteure pour avis

Article 7

Rédiger ainsi cet article :

Il est inséré dans le code de la santé publique un article L. 4113-13-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 4113-13-1.*- Les médecins communiquent au conseil départemental de l'ordre dont ils relèvent le nom des compagnies d'assurance et des avocats auxquels ils prêtent habituellement leur concours, dans des conditions fixées par voie réglementaire.

« Ces informations sont accessibles au public.

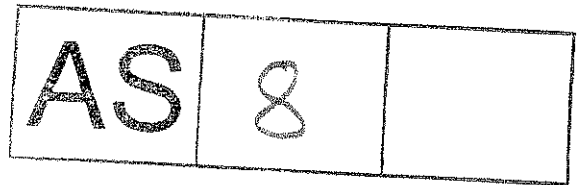
« Le défaut de communication de ces renseignements constitue une faute disciplinaire susceptible d'entraîner une des sanctions prévues à l'article L. 4124-6. »

« Les médecins intéressés disposent, pour faire la déclaration prévue au premier alinéa, d'un délai de six mois à compter de la publication des dispositions réglementaires mentionnées au même alinéa.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement supprime l'incompatibilité absolue, pour un médecin, entre l'exercice des fonctions de médecin conseil d'une victime et le fait de prêter habituellement son concours à l'assureur adverse. Cette incompatibilité résulte déjà du droit existant et de l'article 6, qui laisse cependant à la victime la liberté d'y déroger en toute connaissance de cause.

Pour renforcer les obligations de déclaration d'intérêts des médecins, il est prévu de sanctionner leur manquement.



**PROPOSITION DE LOI VISANT A AMELIORER
L'INDEMNISATION DES VICTIMES DE DOMMAGES CORPORELS
A LA SUITE D'UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION (N° 2055)**

Amendement présenté par Mme Geneviève Levy, rapporteure pour avis

Article 8

Rédiger ainsi cet article :

L'article L. 211-9 du code des assurances est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'une première constatation médicale conduit à estimer que l'état de la victime nécessite l'aménagement de son logement, l'adaptation de son véhicule ou l'intervention d'une tierce personne, l'assureur est tenu de lui présenter, dans le mois de sa demande, une offre provisionnelle spéciale, sans préjudice des obligations faites à l'assureur dans les alinéas précédents. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amélioration rédactionnelle

AS	9	
----	---	--

**PROPOSITION DE LOI VISANT A AMELIORER
L'INDEMNISATION DES VICTIMES DE DOMMAGES CORPORELS
A LA SUITE D'UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION (N° 2055)**

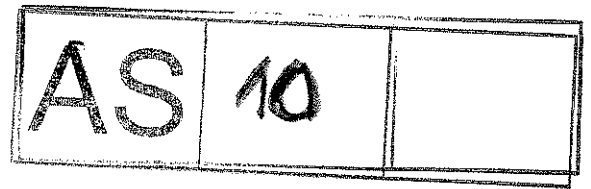
Amendement présenté par Mme Geneviève Levy, rapporteure pour avis

Article 10

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le gage prévu est inutile.



**PROPOSITION DE LOI VISANT A AMELIORER
L'INDEMNISATION DES VICTIMES DE DOMMAGES CORPORELS
A LA SUITE D'UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION (N° 2055)**

Amendement présenté par Mme Geneviève Levy, rapporteure pour avis

Article additionnel

Après l'article 10, insérer ^{l'} ~~un~~ article ^{suivant} ~~ainsi rédigé~~ :

I.- Les modifications apportées à l'article 44 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 et l'article 1141-5 du code de la santé publique sont applicables dans les îles Wallis et Futuna.

II.- Les modifications apportées à l'article 44 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 et l'article 1141-5 du code de la santé publique sont applicables à Mayotte.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le Conseil d'État a attiré l'attention du législateur sur la nécessité de prévoir expressément l'application de la loi à Mayotte ou dans les îles Wallis et Futuna, s'il souhaite que ces territoires bénéficient des dispositions prévues.

AS	11	
----	----	--

**PROPOSITION DE LOI VISANT A AMELIORER
L'INDEMNISATION DES VICTIMES DE DOMMAGES CORPORELS
A LA SUITE D'UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION (N° 2055)**

Amendement présenté par Mme Geneviève Levy, rapporteure pour avis

Article additionnel

Après l'article 10, insérer ~~un~~ article ^{l'} ~~ainsi rédigé :~~ ^{suivant}

À la fin de l'article 1^{er} de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985, les mots « à l'exception des chemins de fer et des tramways circulant sur des voies qui leur sont propres » sont supprimés.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement tend à étendre aux victimes d'accidents de la circulation survenus sur des chemins de fer et sur des voies de tramway le bénéfice des dispositions protectrices de la loi « Badinter ».

AS	12	
----	----	--

**PROPOSITION DE LOI VISANT A AMELIORER
L'INDEMNISATION DES VICTIMES DE DOMMAGES CORPORELS
A LA SUITE D'UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION (N° 2055)**

Amendement présenté par Mme Geneviève Levy, rapporteure pour avis

Article additionnel

Après l'article 5, insérer ~~un~~ ^{Q'} article ^{suivant} ainsi rédigé :

Après l'article L. 4133-1-1 du même code, il est inséré un article L. 4133-1-2 ainsi rédigé :

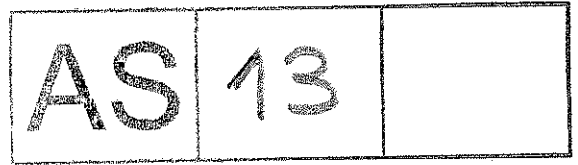
« *Art. L. 4133-1-2.*- Les règles relatives à la qualité de médecin ayant des compétences en réparation du dommage corporel sont définies par voie réglementaire, après avis du conseil national de l'Ordre des médecins.

« Jusqu'à la date d'entrée en vigueur du décret prévu au premier alinéa, les médecins qui, à la date de publication de la présente loi, exercent une mission de conseil en réparation du dommage corporel auprès d'une ou de plusieurs entreprises d'assurance ou assistent couramment des victimes de dommage corporel sont réputés avoir des compétences en ce domaine. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Aujourd'hui, la pratique d'expertises en matière d'évaluation des dommages corporels par les médecins n'est pas encadrée.

Pour une meilleure qualité des expertises, il paraît donc utile que l'Ordre des médecins définisse des critères de compétences.



**PROPOSITION DE LOI VISANT A AMELIORER
L'INDEMNISATION DES VICTIMES DE DOMMAGES CORPORELS
A LA SUITE D'UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION (N° 2055)**

Amendement présenté par Mme Geneviève Levy, rapporteure pour avis

Article additionnel

Après l'article 10, insérer un article ainsi rédigé :

Les articles 12 à 27 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 sont abrogés.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Ces dispositions étant reprises telles quelles dans le code des assurances, cet amendement propose de supprimer un « doublon » mis en évidence par le Conseil d'État.